



Le plan de Trump pour l'Ukraine voué à l'échec

"Les manipulations des cours du pétrole proposées par l'envoyé spécial Keith Kellogg pour nuire à la Russie dévasteraient en fait la production pétrolière et l'économie des États-Unis."

Par [Scott Ritter](#)

Mondialisation.ca, 04 février 2025

[Consortium News](#) 28 janvier 2025

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [UKRAINE](#)

"*Je ne cherche pas à faire du tort à la Russie*", a récemment déclaré le président Donald Trump dans une déclaration [postée sur son compte TruthSocial](#).

"J'aime le peuple russe, et j'ai toujours eu de très bonnes relations avec le président Poutine".

Trump, cependant, est issu de l'école du "*hard love*", où on applique le châtement pour atteindre son but.

Et Trump pensait au châtement lorsqu'il a exprimé son amour et son admiration pour le peuple russe et son dirigeant, Vladimir Poutine.

Trump a écrit :

"Je vais rendre un très grand service à la Russie, dont l'économie est défaillante, et au président Poutine. Réglons la question maintenant, et ARRÊTONS cette guerre absurde ! ELLE NE FERA QU'EMPIRER".

Mis à part l'utilisation étrange des majuscules, on pourrait se dire que pour exprimer publiquement son amour, il est préférable d'être sûr que ses dires correspondent à la réalité, surtout quand il s'agit de déclarer ses intentions amoureuses.

Dans le cas contraire, on risque d'évoluer dans un monde imaginaire de son cru, peuplé non pas de prétendus amoureux, mais de créatures imaginaires.

Si on tient sincèrement à rendre un "*très grand service*" au peuple russe et à Vladimir Poutine, il vaut mieux s'assurer que ledit service correspond à leurs attentes.

Qualifier l'économie russe de "*défaillante*", alors qu'une pléthore de données montrent que c'est tout sauf vrai, n'est sans doute pas la meilleure formule pour amorcer une soirée romantique.

"Si nous ne parvenons pas à un 'accord', et vite", a menacé Trump, "je n'aurai d'autre choix que de taxer fortement, d'imposer des droits de douane et des sanctions sur tout ce que la Russie vend aux États-Unis, ainsi qu'à les divers autres pays concernés".

“Nous pouvons régler ça le plus simplement du monde”, a prévenu Trump, “ou aussi par la manière forte”.



Trump prêtant son deuxième serment, sous l'autorité du juge en chef John Roberts, dans la rotonde du Capitole, le 20 janvier. (Wikimedia Commons, domaine public)

Mais que se passera-t-il si la Russie, comme tout amant éconduit, opte pour la “manière forte” ?

En bref : rien de bon pour les États-Unis, ni pour Trump.

D'abord et avant tout, tout “accord” proposé par Trump doit être réaliste. Les Russes doivent donc pouvoir prétendre à une meilleure posture en acceptant un accord qu'en le refusant (ce que Trump, prétendument grand négociateur, devrait tout de même savoir).

Cependant, l’“accord” que Trump met sur la table n'a aucune chance d'aboutir.

Les [médias ont récemment fait état](#) de l'existence d'un “plan de paix de 100 jours”.

Selon ces informations, l'accord proposé empêcherait l'Ukraine de rejoindre l'OTAN, sans se déclarer officiellement neutre. L'accord permettrait à l'Ukraine de devenir membre de l'Union européenne d'ici 2030 et confierait à l'UE la mission de reconstruction de l'après-guerre.

Il n'y aurait pas de “démilitarisation”. Au contraire, l'Ukraine conserverait son armée au

niveau actuel et pourrait continuer à bénéficier du soutien militaire des États-Unis et de l'OTAN. De même, l'Ukraine devrait céder à la Russie les territoires qu'elle occupe, et reconnaître la souveraineté de la Fédération de Russie.

Mais de nombreux aspects de ce plan qui a fait l'objet d'une "fuite" sonnent faux, comme par exemple de faire correspondre la mise en œuvre du plan au 9 mai, jour de la Victoire, l'une des fêtes les plus importantes du calendrier russe. Cette année, le 9 mai marquera le 80e anniversaire de la victoire des Alliés – la victoire soviétique – sur l'Allemagne nazie.

Les chances que Vladimir Poutine entache cet événement solennel en concluant un "accord" de paix qui permettrait aux nationalistes banderistes – dont l'idéologie et l'histoire sont étroitement liées à l'Allemagne nazie – de survivre après que Poutine a déclaré et répété que la "dé-nazification" est l'objectif principal de l'Opération Militaire Spéciale, sont infimes, voire nulles.

Le "plan de paix" de Kellogg

Ce que nous savons, c'est que l'envoyé spécial désigné par Donald Trump pour l'Ukraine – le lieutenant général à la retraite Keith Kellogg – a proposé au président un "plan de paix" qui a été apparemment bien accueilli. Les éléments de ce plan sont [tirés d'un document que Kellogg a rédigé](#) au printemps 2024 – un document totalement absurde et dépourvu d'arguments factuels, on s'en doute aisément.

Les points essentiels de ce plan impliquent le rétablissement de relations "normales" avec la Russie et son président, c'est-à-dire de mettre un terme à la diabolisation russophobe qui avait cours sous l'administration Biden.

Une fois le dialogue renoué entre les États-Unis et la Russie, des négociations pouvaient reprendre avec la Russie et l'Ukraine en vue de mettre fin au conflit.

Thank you [@SandraSmithFox](#) [@AmericaRpts](#) for having me on. It is always timely and professional. There are big changes in leadership and diplomacy coming soon. pic.twitter.com/9brCvyYYvb

— Keith Kellogg (@generalkellogg) [January 8, 2025](#)

Pour la Russie, la "carotte" consiste à reporter de dix ans l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, à permettre à la Russie de conserver les territoires ukrainiens qu'elle occupe actuellement et à lever progressivement les sanctions pour ouvrir la voie à la normalisation des relations avec les États-Unis – le tout sous réserve de la conclusion d'accords de paix acceptables pour l'Ukraine.

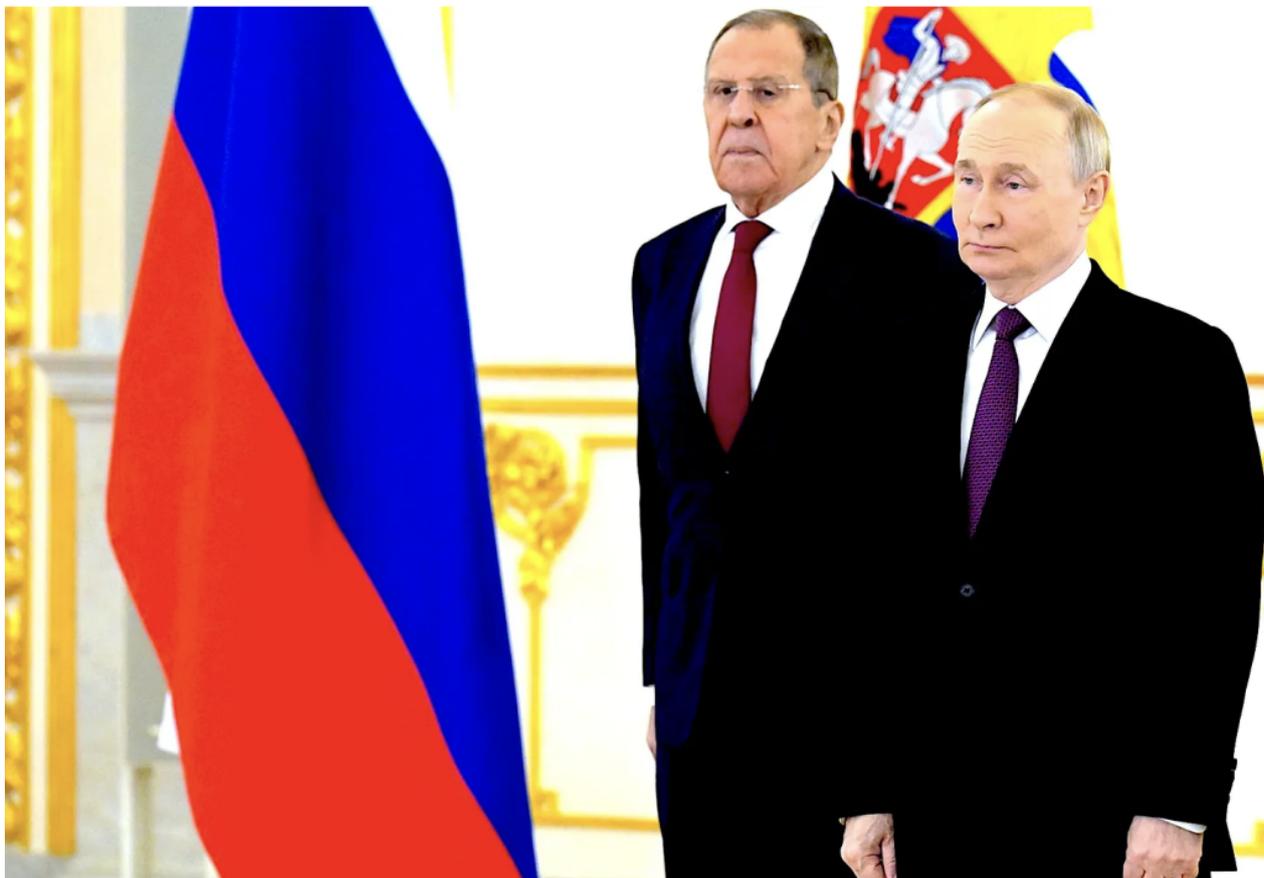
Pour l'Ukraine, le "deal" prévoit à la fois le maintien de l'assistance militaire des États-Unis et de l'OTAN et des garanties de sécurité bilatérales. Si l'Ukraine n'est pas tenue de reconnaître officiellement le contrôle de la Russie sur les territoires conquis, elle doit s'abstenir de modifier le statu quo par la force.

Si la Russie refusait de coopérer, les États-Unis imposeraient des sanctions draconiennes.

Et si l'Ukraine devait refuser l'"accord", les États-Unis mettraient fin à toute assistance militaire.

Ce “deal”, bien qu’il n’ait jamais été formellement énoncé, a été évoqué avant et après la victoire électorale de Trump en novembre 2024.

Personne n’a été surpris par les intentions et objectifs de la Russie concernant l’Opération Militaire Spéciale lorsque le Président russe Vladimir Poutine a sèchement rejeté cet “accord” lors d’une questions/réponses avec les médias le 26 décembre 2024.



Le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov et le président russe Vladimir Poutine en novembre 2024. (Alexei Nikolskiy, RIA Novosti, Président de la Russie)

Trois jours plus tard, le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov a de même jeté un froid à propos du “plan de paix” de Kellogg, [déclarant](#) que la Russie n’est

“pas satisfaite des propositions des membres de l’équipe de Trump consistant à reporter de 20 ans l’admission de l’Ukraine au sein de l’OTAN et à stationner des forces de maintien de la paix britanniques et européennes en Ukraine”.

La manière forte

Mais que signifie exactement “la manière forte” ?

[Selon Scott Bessent](#), le nouveau secrétaire au Trésor de Donald Trump, la réponse consiste à renforcer les sanctions contre l’industrie pétrolière russe. “Je soutiens à 100 % le renforcement des sanctions” visant les grandes compagnies pétrolières russes, a déclaré M. Bessent lors de son audition de confirmation au Sénat.

Toutefois, M. Bessent devra composer avec un passé où les États-Unis et leurs alliés européens ont trop souvent présenté les sanctions comme une façon de détruire l’économie

russe (c'est en fait le contraire qui s'est produit). En outre, la Russie étant l'un des principaux producteurs de pétrole, toute application efficace de sanctions aurait des répercussions économiques néfastes sur les États-Unis.

C'est un point qui semble avoir échappé à l'attention de Keith Kellogg, le gourou des "accords de paix" de Trump. Notant que, sous l'administration Biden, les États-Unis et leurs alliés ont imposé un plafond de 60 dollars le baril au pétrole russe (le prix du marché du pétrole oscille autour de 78 dollars le baril), [Kellogg a fait remarquer que](#), malgré tout, "la Russie gagne des milliards de dollars grâce à ses ventes en pétrole".

"Et si on baissait le prix du baril à 45 dollars, ce qui correspondrait au seuil de rentabilité",

[s'est demandé M. Kellogg](#) lors d'une interview sur *Fox News*.

La question est : [un "seuil de rentabilité", mais pour pour qui ?](#)



Scott Bessent en décembre 2024. (Sénateur Ted Cruz, Wikimedia Commons, Public Domain)

Le concept du "seuil de rentabilité", même lorsqu'il s'agit de la Russie, comporte deux réalités budgétaires distinctes. La première porte sur le prix du pétrole requis pour que la Russie, dont l'économie nationale dépend fortement du pétrole, parvienne à équilibrer son

budget national.

Ce montant est estimé à environ 77 dollars le baril pour 2025. On peut en déduire que si le prix du pétrole tombait à 45 dollars le baril, la Russie serait confrontée à une crise budgétaire. Mais pas à une crise de la production pétrolière. En effet, le deuxième *“seuil de rentabilité”* pour la Russie est le coût de production d’un baril de pétrole, qui est actuellement de 41 \$/baril.

Ainsi, même si Kellogg parvenait à atteindre son objectif de ramener le prix du pétrole à 45 dollars le baril, la Russie serait en mesure de produire du pétrole sans la moindre interruption.

Pour atteindre cet objectif, Trump devrait embarquer les Saoudiens dans l’aventure de la manipulation du cours du pétrole.

Mais les Saoudiens ont leurs propres réalités, notamment celles de *“seuil de rentabilité”*. Pour équilibrer son budget, l’Arabie saoudite doit vendre le pétrole à environ 85 dollars le baril. Or, [le coût de production du pétrole en Arabie saoudite est très bas](#) – autour de 10 dollars le baril.

L’Arabie saoudite pourrait donc simplement inonder le marché de pétrole bon marché si elle le souhaite.

Il en va de même pour la Russie.

Qu’en est-il des États-Unis ?

Le bassin permien, dans l’ouest du Texas, génère [la totalité de la croissance](#) de production pétrolière des États-Unis depuis 2020.



Station de pompage active dans le bassin Permien près d'Andrews, au Texas, en 2009. (Zorin09, Wikimedia Commons, CC BY 3.0)

En 2024, [pour que les nouveaux puits soient rentables dans le bassin permien](#), le seuil de rentabilité se situe autour de 62 dollars le baril. Pour les puits déjà existants, ce seuil se situe aux alentours de 38 dollars le baril.

Si le forage s'arrêtait dans le bassin permien, la production pétrolière américaine chuterait de 30 % en deux ans.

En bref, si Keith Kellogg parvient à mettre en œuvre son "plan" de baisse des prix du pétrole à 45 dollars le baril, il détruira de fait l'économie pétrolière américaine.

Et si on détruit l'économie pétrolière américaine, on détruit l'économie américaine tout court.

La Russie peut résister bien plus longtemps que les États-Unis à un cours de 45 dollars le baril.

Donald Trump ferait bien de rétribuer les producteurs de pétrole brut du bassin Permien – ceux qui ont investi tout ce qu'ils possédaient dans une entreprise commerciale qui dépend des 78 dollars le baril garantis dans un avenir prévisible – et de leur demander ce qu'ils pensent des 45 dollars le baril.

En fin de compte, si Keith Kellogg et Donald Trump devaient s'embarquer dans une telle aventure, ils ne tarderaient pas à réaliser l'étendue de leurs ennuis.

Car si Donald Trump privilégie la piste de la “*manière forte*” avec la Russie, les conséquences pour lui-même et pour le peuple américain compteront parmi les plus rudes possibles et imaginables.

Scott Ritter

Article original en anglais : [Trump’s Doomed Plan for Ukraine](#), Consortium News, le 28 janvier 2025.

Traduction : [Spirit of Free Speech](#)

Image en vedette : Gisement de pétrole et de condensats de gaz de Zapolyarnoye à Okrug, en Russie, dans l’Arctique, en décembre 2021. (Chursaev13, Wikimedia Commons, CC BY 4.0)

*

Scott Ritter est un ancien officier de renseignement du corps des Marines américains qui a servi en ex-URSS pour mettre en œuvre les traités de contrôle des armements, dans le golfe Persique pendant l’opération Tempête du désert et en Irak pour superviser le désarmement des armes de destruction massive. Son dernier ouvrage est [Disarmament in the Time of Perestroika](#), publié par Clarity Press.

La source originale de cet article est [Consortium News](#)
Copyright © [Scott Ritter](#), [Consortium News](#), 2025

Articles Par : **[Scott Ritter](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca